

LOIRE ATLANTIQUE

les nouvelles

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français

N° 609 - 20 OCTOBRE 1994 - Prix 2,50 F

L'ARGENT

Ces derniers jours, ces dernières semaines, ont été frappés du sceau de l'argent.

Cet argent Roi qui domine toute la vie, qui pourrit tout, qui pollue tout.

Cet argent que l'on retrouve au centre des affaires. On parle ici de millions de francs, là de centaines de millions de francs d'argent douteux qui salit et corrompt tout.

En même temps, la misère frappe, l'exclusion guette des millions d'individus au point d'en faire une journée internationale de la misère où l'on évoquera la pauvreté, le dénuement, la marginalisation, la souffrance, la mort.

Au gré d'un kiosque à journaux, l'on verra côte à côte le Nouvel économiste qui enquête sur les grandes fortunes et l'Humanité qui titre « sur le gouvernement Balladur miné par la corruption » ; on situera vite ceux qui luttent et ceux qui défendent cette société injuste et inhumaine où se trouvent les grandes fortunes, cet étalage de richesses des 10 premières familles françaises qui se partagent 106 milliards de francs et ont un revenu mensuel de 100 à 500 fois le SMIC alors qu'il existe « à côté », 5 millions de personnes qui vivent avec moins de 1 800 F par mois.

Il faut combattre cet argent qui salit tout, à l'image de ce gouvernement pris dans la tourmente de la corruption. Avec l'affaire Longuet, Carignon, le voile se déchire enfin sur un monde de coquins qui pourtant se voulaient professeur de vertu et défenseur de la morale.

Et pourtant ce sont ces mêmes qui sans pudeur préchent des sacrifices aux salariés et aux petites gens, leur déclarant qu'ils vivent au-dessus de leurs moyens et leur préparant un budget de l'Etat 1995 qui va aggraver les inégalités et accroître les difficultés.

Un budget où toute absence de préoccupation sociale est criante, où l'on parle d'augmenter la CSG à 4 % alors que les cadeaux au patronat se multiplient.

Le Parti Communiste est plus que jamais déterminé à aider les gens à s'investir dans l'opposition à cette politique affable et dévastatrice.

Les propositions qu'il formule et met en débat, les initiatives qu'il prend pour combattre cette politique de l'argent sont autant d'éléments qui répondent à l'attente de tous ceux qui veulent agir contre la droite et qui aspirent à une alternative politique.

Nous sommes bien entrés dans une période où le Parti Communiste peut peser fort sur la vie politique française et sur son évolution.

Oui la question d'une autre influence du Parti Communiste est à l'ordre du jour, car elle peut changer la donne actuelle.

Y.C.

S'OPPOSER AUX DOGMES

DE L'ARGENT ROI

QUI SALIT TOUT



EXIGER QU'IL AILLE

A L'EMPLOI

ET AU DÉVELOPPEMENT

ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

SOMMAIRE

- Comment améliorer l'activité des communistes
- Chantiers navals 10000 signatures
- Savenay, non aux fermetures de classe

(Page 2)

- Journée de travail des membres des comités de Section
- St Sébastien. Les Elus communistes surpris et offusqués

(Page 3)

- L'arsenal d'Indret et la reconquête de sa mission de défense nationale

(Page 4)

- A St Nazaire les Communistes se mobilisent pour l'hôpital et la sécu

- Port autonome l'exigence d'un classement comme Port International

(Page 5)

- Cheminots. Après le show du Président

(Page 6)

- « Repères en Image pour mieux lutter »

de Jo Patron

(Page 7)



Comment améliorer l'activité de tous les communistes ?

C'est pour apporter des éléments de réponse à cette question posée par le rapport d'ouverture de Jean-Paul Magnon, que près d'un millier de responsables du P.C.F. se sont retrouvés les samedi et dimanche 1^{er} et 2 octobre à Issy-les-Moulineaux.

Au centre de leurs travaux, la réflexion sur la nécessaire amélioration de l'intervention et de l'activité des communistes, en relation avec tout ce qui bouge dans le pays, tout ce qu'appelle le renouvellement décidé lors du 28^e congrès.

D'emblée Jean-Paul Magnon situe le but de la rencontre. Il s'agit d'échanger les expériences, d'examiner les obstacles et les possibilités nouvelles de renforcer l'activité et l'organisation du Parti. Il rappelle les raisons d'être à l'offensive contre la politique de Balladur.

La rencontre doit nous permettre un échange d'expérience en vue d'améliorer la vie du Parti et son implantation dans les cinq directions

proposées par le Comité National du 31 mars.

- Les entreprises et les établissements scolaires
- La jeunesse
- Les villes
- Les quartiers populaires
- Les nouvelles zones rurales

Pour un développement audacieux, offensif, imaginaire de notre politique.

C'est ainsi que peut se résumer l'intervention de Robert Hue qui souligne :

- Le Parti n'a pas son but

en lui-même. Il n'a pour raison d'être que de constituer une force au service de notre peuple. Le développement de notre activité est urgent, notre parti a bien sûr une politique et une seule, et nous ignorons, nous le double langage. Mais cette politique ne peut apparaître aux salariés, aux citoyens comme la leur - celle dans laquelle ils peuvent se reconnaître et dont ils sont prêts à être partie prenante - que si elle part de leurs problèmes, répond à

leur attente, permet leur intervention, stimule leurs initiatives, suscite leurs espoirs. Et cela suppose qu'elle soit non « plaquée » de l'extérieur, mais construite avec eux.

Nous devons en particulier établir un dialogue régulier, constant, permanent avec les jeunes, les idées les valeurs que nous sommes fiers d'incarner ne sauraient se passer de leur apport, de la force de leur idéal.

BRÈVES

Les Chantiers Navals

• La section du Parti Communiste Français vient de déposer, 1000 signatures sur l'appel des Maires, concernant la Construction Navale. Celles-ci ne concernent que Saint-Nazaire et viennent d'ajouter aux 4000 déposées lundi à la sous-préfecture.

« Nous avons joué notre rôle de parti politique en allant à la rencontre des gens et en expliquant les raisons de se mobiliser contre le pré-accord » a souligné Jean-René TEILLANT maire-adjoint de Trignac et membre du Secrétariat Fédéral du PCF.

Ces signatures démontrent la capacité des communistes à mobiliser largement et à s'inscrire pleinement dans une démarche offensive de rassemblement sur un problème précis et d'intérêt général, à l'image de la diversité politique des maires appelant.

Cette forte mobilisation populaire a permis de faire reculer le Conseil des Ministres Européens : le pré-accord O.C.D.E. n'est toujours pas ratifié et c'est une bonne chose pour l'industrie navale.

Cette mobilisation a également permis la précommande de 2 paquebots.

Forts de ces succès, nous entendons poursuivre notre activité pour que la construction navale se développe à Saint-Nazaire. Cela passe inexorablement par le développement de l'emploi, de la qualification des hommes et de leur rémunération.

A ce jour, ce sont 10 000 signatures qui ont été obtenues.

Savenay

• Dès que l'information sur la fermeture d'une classe primaire à l'École Prince-Bois de Savenay a été connue, les Parents d'élèves et les Enseignants ont réagi fermement et rapidement : Assemblées générales, occupation de classe, protestation auprès de l'Inspecteur d'Académie, délégation à l'inspection, etc... Ils ont reçu le soutien actif du l'élu communiste A. SEVENO, ainsi que des militants de la cellule locale du parti.

Résultat, qui prolonge au plan local les leçons du 16 janvier : l'action unie contre les tentatives de mauvais coups paie, et la mesure de fermeture de classe a été suspendue.

Gilles BONTEMPS, dans son intervention déclarait notamment que le caractère essentiel du « suivi de l'investissement de notre parti, de sa régularité dans les actes et dans les luttes. Cela pose, avec plus de force que jamais, la question de notre capacité à faire vivre nos démarches et nos orientations. Pour cela, le rôle de nos directions fédérales et de nos directions de sections est décisif ». Au cours de l'année écoulée, plusieurs initiatives ont été prises pour des porte-à-porte systématiques et des présences aux entreprises. « Au bout d'un mois et demi, nous avons recensé 147 adhésions. Une soixantaine de camarades y ont participé. Les résultats ont été moins fonction de notre influence électorale préexistante que du nombre de militants mobilisés et du nombre de gens rencontrés. Nous avons repris ce type d'initiative printemps dernier, à nouveau et nous avons obtenu des résultats intéressants ».

Traitant de la diffusion de la presse communiste, Gilles Bontemps relève que, là aussi, « la création de nouveaux CDH et l'engagement croissant des camarades sont souvent fonction de l'engagement des dirigeants ». Puis, il enchaîne : « Dans sept ou huit communes du département, nous sommes la première force politique à gauche, alors que nous n'avons pas localement d'organisation du Parti. » L'explication est à rechercher dans l'existence, ailleurs, de cellules d'entreprise sur les lieux où travaille une partie importante des salariés résidant dans ces communes. « Il nous faut donc à la fois améliorer notre activité dans les entreprises et construire le Parti dans les endroits où il n'existe pas. »

Point de vue



par **Jean-René Teillant**
Secrétaire Fédéral

Le renouvellement décidé par les Communistes lors de leur 28^e Congrès, implique de réfléchir aux améliorations nécessaires dans notre activité, notre intervention, aux efforts à engager pour être toujours mieux.

Le Parti de ceux qui résistent et veulent changer la société.

En prenant appui sur les expériences en cours (les Nouvelles ont donné un large écho), il se vérifie que les modifications dans le comportement de celles et ceux qu'on rencontre élargissent considérablement nos possibilités de déployer notre conception du combat politique.

Ce constat nourri en même temps des exigences nouvelles pour chaque cellule, collectivement ; également pour chaque dirigeant et dirigeante, adhérent et adhérente individuellement.

A partir de ce qui bouge, notre ambition de faire grandir l'opposition à la politique du pouvoir et contribuer à construire une perspective neuve incite à faire preuve d'audace.

C'est bien ce qui justifie que nous réfléchissions aux capacités d'initiatives de nos cellules, à la création de nouveaux liens d'activités, au renforcement du Parti en adhérent à l'expression politique de proximité la plus efficace que constitue le journal de cellule.

Les expériences de ces dernières semaines ont permis à ceux qui y étaient engagés, de mesurer que nos initiatives, notre conception de rassemblement correspond à l'attente de celles et ceux que nous rencontrons. Dans ces initiatives notre parti est perçu pour ce qu'il est, ouvert, rassembleur, utile à celles et ceux qui veulent combattre le dicta de l'argent roi, faire du neuf. Un parti vivant, résolument tourné vers les gens, pour les écouter, leur donner notre opinion, nos propositions et proposer d'agir ensemble.

Etre à l'offensive, dans plus d'entreprises, de villes, de quartiers est une évidence qui pour se réaliser pose avec une force nouvelle la question du nombre de cellules, du nombre d'adhérents, du besoin pour chaque cellule d'avoir une vue qui corresponde aux motivations des adhérents et adhérentes et qui crée des conditions de conquêtes, de nouveaux liens d'activités, de rencontres, d'expression.

Cette réflexion engagée par les directions à tous les niveaux doit s'enrichir de l'avis, de l'expérience, des exigences de chaque membre du Parti.

Chacun peut être efficace dans son entourage contribuant aux décisions d'initiatives de rencontre, et de renforcement en faisant vivre notre identité communiste.

CHAMPAGNE



Henri Giraud

51160 Aÿ - Champagne

Tél. 26.55.18.55

Notre délégation

- Gilles BONTEMPS
- Yannick CHESNEAU
- Chantal DRONVAL
- Claudine DURAND
- Jean-Philippe LEGAL
- Michel RICA
- Gaby ROCHER
- Jean-René TEILLANT



JOURNÉES DE TRAVAIL DES MEMBRES DES COMITÉS DE SECTION ET DE LA FÉDÉRATION

Plus de 80 militants, membres des différents Comités de Sections et du Comité Fédéral, se sont retrouvés les 14 et 15 octobre à Nantes afin de débattre et d'échanger, dans le cadre de deux journées d'étude organisées par la Fédération.

Il s'agissait pour les participants, d'approfondir la réflexion du Parti sur le rôle des directions de cellules, sections et de la Fédération, ainsi que de l'engagement des communistes dans la situation politique actuelle.

Durant ces deux séances de travail, les interventions ont permis de mieux apprécier les progrès réalisés et ceux qu'il reste à fournir pour mettre totalement en œuvre les orientations du 28^e Congrès.

Nous proposons dans cet article, de reprendre quelques idées débattues durant ces deux jours.

Parmi les thèmes abordés lors de la discussions, 3 questions essentielles ont retenu l'attention des militants :

- le besoin d'aider à une bonne appréciation de la politique actuelle
- aider à mieux faire percevoir le rôle du Parti Communiste dans cette situation
- le rôle et l'activité des directions de cellules et l'engagement des communistes.

Sur la première question, le débat a clairement fait percevoir que la politique de BALLADUR n'est pas une simple aggravation de la politique mise en œuvre par les gouvernements précé-



Chacun avec son exemple s'accordait à démontrer que l'Argent Roi met en pièces tout le tissu social et industriel et

ainsi que la nécessité d'aider à faire progresser la conscience et l'action unie et rassembleuse.

Les récents conflits sociaux (CHANTELLE et les CHANTIERS de ST-NAZAIRE) ont montré que le développement des luttes sociales était inséparable de l'action politique, d'où la nécessité d'avoir un Parti Communiste capable d'influer sur l'évolution de la situation.

La 2^e question abordée dans la discussion montre l'importance de faire percevoir le rôle du Parti Communiste dans cette situation. Il ne s'agit pas seulement, même si cela est très important, de penser que la sympathie d'un nombre croissant de gens vers les idées que développe le Parti Communiste suffira. La question de fond, qui est

aujourd'hui soulevée, est bien : quelle influence et quelle force le Parti Communiste dispose, non pas pour lui, mais pour faire évoluer la situation.

La réponse à cette question dépendra avant tout des capacités que le Parti Communiste développera auprès des gens. Combien de points de rencontre dans les quartiers, à la porte des entreprises ? Combien de discussions, combien de débats et de rencontres avec les gens ?

De nos capacités ou non à développer et multiplier les initiatives, dépendront les résultats.

Le 3^e point a trait au rôle de direction du Parti et de l'engagement des communistes dans cette activité.

La discussion a montré que rien n'est spontané et qu'il est plus qu'un jamais nécessaire de donner aux directions de cellules et de sections, un rôle moteur dans l'activité du Parti. Impulser l'activité, proposer, aider les communistes à s'investir dans la bataille politique actuelle. Nous avons dit : « les choses bougent dans la tête des gens », ce qui implique une traduction chez les communistes pour agir avec ces gens et les aider à être auteurs et acteurs d'une autre politique, et d'ouvrir de nouvelles perspectives.

ST SEBASTIEN : LES ÉLUS COMMUNISTES SURPRIS ET OFFUSQUÉS

Nous publions ci-dessous, l'intégralité de la déclaration faite le 13 Octobre par les Élus de St Sébastien à propos des subventions des Conseillers.

Le Groupe des Élus Communistes de St Sébastien est surpris et offusqué du tapage et des insinuations faites depuis plusieurs jours, concernant les élus de St Sébastien.

Les Élus Municipaux Communistes considèrent que tous leurs actes doivent être connus et leur activité transparente, mais à lire la presse, à entendre la radio et à regarder les dispositions demeurées prises par la police (garde à vue d'un Elu), on pourrait croire que les Élus Municipaux seraient des gens malhonnêtes.

Or, comme la grande masse des Élus des autres villes, ils sont des hommes et des femmes à qui la population a confié des responsabilités et qui se dépensent avec dévouement pour gérer au mieux les intérêts de la population dans le sens du mandat qu'ils ont reçu.

A cette fin, si la loi permettait, à juste titre, que les Maires-Adjointes reçoivent des indemnités forfaitaires pour pouvoir exercer leur mandat, ce n'était pas le cas pour les Conseillers Municipaux qui n'avaient eux, aucun dédommagement et qui devaient supporter les pertes de salaires et les nombreux frais liés à leurs responsabilités.

C'est ce qui avait conduit l'équipe municipale, de façon unanime, à verser une subvention, permettant le dédommagement des Conseillers Municipaux, cela de façon publique, en séance du Conseil Municipal, au moment du vote des budgets qui sont visés par le Préfet.

Les Élus Communistes sont donc indignés de la situation présente, d'autant plus que la Chambre Régionale des Comptes a récemment informé la Ville, de l'anomalie de cette situation, et qu'il a été convenu de la régulariser.

Il reste que le problème de la possibilité pour les Conseillers Municipaux, d'exercer leur mandat, demeure posé. Or, dans ce sens, malgré les projets de loi déposés par les Députés Communistes, permettant de mettre en place un véritable statut de l'Elu, le gouvernement n'a toujours pas pris les mesures nécessaires.

De plus, on peut s'étonner de la tentative d'assimiler sur cette question, les Élus de St Sébastien, aux affaires de corruption qui occupent actuellement le devant de la scène.

Le discrédit que l'on semble vouloir s'attacher à faire porter sur notre commune et ses Élus, ne vise-t-il pas à détourner la population ? Au moment où les plus hauts responsables du gouvernement continuent de protéger des Ministres, qui eux doivent rendre des comptes à la justice et à la nation, et dont la démission s'impose.

Cela ne vise-t-il pas non plus à alimenter les campagnes contre les formations politiques, à la veille des Présidentielles et des Municipales, pour détourner la population des urnes, et permettre à la Droite de continuer à gouverner par défaut ?

Quoi qu'il en soit, les Élus Communistes de la Ville, tiennent donc à assurer la population, qu'ils poursuivront, comme hier, leurs efforts au sein de l'équipe municipale d'Union de la Gauche, pour mettre en œuvre dans la clarté, aujourd'hui comme demain, avec le même dévouement, les orientations décidées avec les Sébastienais.

Dans le même sens, ils poursuivront leurs efforts pour obtenir un statut de l'Elu, plus efficace, permettant réellement de jouer leur rôle.

Saint-Sébastien
sur-Loire
le 13 octobre 1994



dents, mais bien une attaque de grande ampleur contre le monde du travail, contre les acquis sociaux et démocratiques, et contre tout ce qui structure le pays.

engendre de véritables reculs de civilisation.

La nécessité de faire grandir l'esprit de résistance est clairement apparue pour contrer cette politique destructrice,

Pour CHAQUE développement couleur
avec Tirages

2 Photos de chaque pour le prix d'1

Studio CHIABERGE
Didier DEROCHE - PHOTOGRAPHE
Av. de la République (Près de Monoprix) ST-NAZAIRE
Tél. 40.22.48.69

L'Arsenal d'Indret est l'un des principaux sites Industriels du Département. Spécialisé dans la réalisation d'appareils de propulsion et particulièrement pour la marine Nationale, il emploie aujourd'hui plus de 1700 personnes civiles et militaires.

Sous la plume de François Léotard, Ministre de la Défense, de nombreuses directives tendent à mettre en cause le statut du personnel et l'activité des établissements, dont Indret.

Comme nous l'avons fait avec d'autres grandes entreprises du département, Les Nouvelles ouvrent leurs colonnes aux communistes d'Indret.

Mieux connaître la situation de l'Arsenal, avoir l'avis des communistes, leurs propositions, tel est le contenu que nous avons voulu donner à la table ronde que nous avons organisée avec Eric, René, Gilles et Patrick.

N.L.A. : Nous entendons parler des difficultés dans les Arsenaux, qu'en est-il ?



Eric : Précisons tout d'abord qu'une nouvelle fois le budget de la Défense Nationale est en augmentation de 1,5 %, ce qui est unique en Europe. Budget voté par l'Assemblée Nationale à l'exception des élus communistes.

Ces budgets sont avant tout tournés vers le Nucléaire, le Spatial, au détriment d'une véritable défense nationale. Une nouvelle augmentation est programmée pour 1996.

René : Notons en particulier que le chapitre « personnel » est lui en constante diminution, ce qui n'est pas sans poser sur le statut, les effectifs, de sérieux problèmes.



Gilles : Ce qui est privilégié, dans les Arsenaux, aujourd'hui, c'est comme pour le reste : c'est l'argent au détriment de l'homme. La question que pose Léotard aujourd'hui, ce n'est pas « de quelle défense avons-nous besoin et qu'est-ce que cela suppose en moyen », mais « comment alimenter les profits privés avec l'intégration de la France dans l'Europe de Maastricht », de l'OTAN.

N.L.A. : Peut-on parler de privatisation ?

René : Oui, nous sommes dans une phase de bradage du patrimoine national que représente le secteur d'Etat de l'Armement.

Nous travaillons aujourd'hui pour le Pakistan, le Koweït... et 20 % seulement de notre temps pour la défense nationale.

Le rôle spécifique et essentiel de notre corporation, est d'assurer à travers sa Défense Nationale, l'indépendance de notre pays. Le projet d'Agence Européenne de l'Armement rappelle étrangement la CED des années 60. En tout état de cause ces projets sont nuisibles pour la France, pour les Travailleurs de l'Etat.

Eric : La question qui est aujourd'hui posée avec force : reconquérir notre mission de défense nationale.

N.L.A. : Quand tu dis reconquérir, cela implique sous équipement ?

Eric : Oui, il y a des besoins à satisfaire

dans le domaine des bâtiments de surface, pour notre défense nationale non agressive et qui doit être suffisante.

Gilles : Prenons, par exemple, les gardes-côtes : veiller à la réglementation des couloirs de navigation maritime, la sécurité des côtes et leur surveillance, ou bien la lutte contre les trafics de drogues ou d'armes.



Il s'agit bien là, d'un domaine pour lequel nous sommes sous-équipés.

René : Je prendrais un autre exemple : la France construit le porte-avion à propulsion nucléaire : « le Charles De Gaulle », mais restera-t-il assez de bâtiments pour l'accompagner ? Nos Arsenaux dans le cadre de leur statut juridique actuel sont en mesure d'étudier, de fabriquer, de monter et d'entretenir ces bâtiments. A l'inverse les orientations gouvernementales tendent à faire fabriquer dans le secteur privé et à l'étranger les navires dont la France a besoin.

N.L.A. : Quelles propositions formulez-vous ?



Patrick : Les Arsenaux, par leur notion d'indépendance des forces de l'argent sont des artisans de la paix. Par contre, si on y intègre la notion du profit, c'est à la prolifération de l'armement donc des conflits, que l'on va assister. Ce qui se passe en Ex-Yougoslavie, en est l'illustration.

Gilles : Autre exemple que celui de la guerre du Golfe ou « chacun » s'évertuait à démontrer sa supériorité technologique pour conquérir les juteux marchés d'armes à travers le monde.



René : La privatisation des Arsenaux serait extrêmement grave, tant sur les questions de la paix que de l'indépendance nationale, et l'intégration de l'Europe de Maastricht, c'est cela...

Eric : les luttes que nous avons menées pour éviter que le fusil « Français » soit fabriqué en Allemagne et sa cartouche au Portugal,

comme celle que nous menons pour que le véhicule blindé soit construit dans les Arsenaux, n'a rien d'un combat corporatif.

L'Europe telle que la définit Delors et ses compères, c'est, si nous laissons faire, l'abandon par la France de ses Arsenaux et de sa défense.

N.L.A. : On entend parler de coopération entre le civil et le militaire, quelle est votre position ?

Gilles : Les véritables intentions du gouvernement, ne sont pas de mettre en place de véritables coopérations entre le civil et le militaire, mais plus de porter des coups à nos deux industries.

Dans notre bref échange, nous avons montré l'utilité de l'Arsenal, le besoin de moyens pour notre défense, mais nos camarades des chantiers, font la même démonstration pour la flotte civile.

Patrick : Il ne doit pas y avoir concurrence, il y a de la place pour les 2 industries, mais cela suppose effectivement de se dégager des politiques de l'Argent-Roi, comme c'est le cas actuellement.



Eric : La période récente l'a démontré, si la lutte des gars des chantiers n'avait pas été aussi forte, il n'y aurait pas eu les commandes que nous connaissons et pour nous, il en est de même.

Cela signifie, bien que toutes les luttes qui se déroulent actuellement sont distinctes, mais complémentaires, elles peuvent être un élément important pour une autre politique, mais la clé du problème c'est bien les moyens que nous nous donnons pour ouvrir de nouvelles perspectives dans notre pays.

Gilles : Oui, les luttes se développent de la façon la plus unitaire possible, les communistes que nous sommes ne peuvent que s'en féliciter. Ceci démontre l'importance de l'activité des communistes dans l'entreprise, de leur influence, de leur nombre pour mettre en œuvre une autre politique.



BRÈVES

Un peu d'histoire

• L'Arsenal d'Indret est un très vieil établissement à vocation militaire de notre département, puisqu'il a été créé sur une ancienne île de la Loire en 1777.

• Il fut spécialisé d'abord dans la Fonderie de canons, puis devint manufacture royale de machine à feu dans la première partie du 19^e siècle.

• Il réalisa même les premières chaudières marines en France, ce qui le prédestine à devenir ce qu'il est aujourd'hui : le concepteur et le fabricant de la propulsion des bâtiments de combat de la Marine Nationale. (propulsion nucléaire et propulsion traditionnelle).

Indret aujourd'hui

• 1700 personnes travaillent actuellement à l'Arsenal dont environ 800 ouvriers.

• Les attaques contre nos statuts, engagées par Chevènement, Joxe et poursuivies par Léotard prévoient 500 suppressions d'emplois, dont 140 réalisées à ce jour.

La défense nationale

• Nationalement, Léotard, dans un arrêté et son annexe publié au J.O. du 30 juillet signe l'arrêt de mort de 273 sites et établissements du Ministère de la Défense, répartis dans 63 établissements et 145 localités.

• Les travailleurs de l'Etat, c'est plus de 100 000 emplois actifs, plus de 130 000 retraités et veuves répartis sur tout le territoire français. Un emploi dans les Arsenaux, c'est 4 emplois autour.

LES 100 BOUGIES d'ANTOINETTE

Le 12 octobre 1994 nous avons tenu à féliciter Antoinette CHENEAU, la doyenne des lectrices de l'Humanité à l'occasion de son centième printemps.

Le réflexe sûr, l'expression facile, le souvenir intact, Antoinette raconte allégrement sa vie. Elle vit le jour, l'année de l'assassinat de Sadi Carnot, de l'Affaire Dreyfus, ou encore pour l'anecdote l'année de la 1^{re} course automobile Paris Rouen à une folle moyenne de 21 km/h et... Jean Jaurès n'avait que 35 ans.

« Ce n'est pas rigolo dit-elle d'avoir 100 ans ; maintenant je ne peux plus rien faire !! » (elle pense au militantisme).

Sa vie fut marquée par la lutte des siens, du monde ouvrier. A 12 ans elle commence à travailler comme mécanicienne en chaussures chez un bottier de la rue Félibien à Nantes, puis elle connaît Edmond son futur mari à 17 ans aux Enfants Proletariens. Filles d'un ouvrier forgeron à l'usine à gaz,



elle est fière d'avoir toujours été syndiquée à la C.G.T.

Antoinette tous les jours reçoit l'Huma (elle est abonnée) et complimente le journal pour ce qu'il lui apporte et... « savez-vous nous dit-elle j'en fais profiter les gens autour de moi, mon huma fait au moins trois maisons ».

A l'écouter, et l'on resterait des heures, car notre doyenne renforce la chaleur de la discussion, elle finit la rencontre par cet espoir dans l'avenir. « On ne va quand même pas les laisser là, ceux qui en haut sont en train de tout nous casser, ils ont déjà bien fait assez de mal comme ça !!! ».

A SAINT-NAZAIRE, LES COMMUNISTES SE MOBILISENT POUR L'HOPITAL ET LA SÉCU

Depuis plusieurs années, les menaces de remise en cause du système de protection sociale français inquiètent les familles, les professionnels de la santé, les associations.

L'augmentation des cotisations sur les salaires, l'instauration de la CSG et le projet de l'augmenter, le livre blanc de Rocard, la loi Veil, sont autant d'actes et de déclarations qui confirment la volonté des gouvernements successifs d'en finir avec la Sécurité Sociale.

Cette logique conduit inévitablement à aggraver les inégalités et à réduire les financements distribués aux hôpitaux par l'assurance maladie.

De telles orientations, porteuses d'un véritable recul de civilisation, sont très largement condamnées (1 373 740 signatures ont été recueillies par la CGT).

Nous savons qu'il s'agit d'un choix de société. La santé est malade du fait que l'intérêt collectif est subordonné aux intérêts particuliers sous couvert des directives européennes de 1992. M. de Villiers propose une loi pour supprimer la sécurité

sociale et imposer à chaque individu qu'il s'assure lui-même auprès des compagnies d'assurances privées.

L'objectif est de permettre au patronat de disposer des sommes qu'il est

Hospitalier exigent des créations d'emplois pour - appliquer les 35 heures

- transformer les CES en emplois stables
- remplacer les personnels absents

condamnation des projets du gouvernement et provoquer le débat nécessaire.

Ils se sont adressés aux Maires, aux associations, partis politiques, professionnels de la santé, avec le souci de réaliser un large rassemblement capable d'imposer que l'argent soit utilisé pour la santé et non pour l'armée, la spéculation, les profits. Ils n'ont reçu à ce jour aucun retour à leurs propositions.

Pourtant les signatures recueillies montrent l'importante préoccupation des gens et leur désir de faire autrement et ensemble. Elles doivent constituer pour nous un point d'appui pour développer notre action et parvenir à une mobilisation plus forte et plus large afin de préserver le formidable acquis qu'est la sécurité sociale et améliorer les conditions de soins pour tous.

C'est pourquoi les communistes de Saint-Nazaire ont décidé de poursuivre et de multiplier, les signatures, les rencontres, les débats, pour faire grandir cette exigence, et imposer le recul du gouvernement.



pour l'instant encore obligé de consacrer à la protection sociale. **Toujours le choix de l'argent contre les hommes.**

Cela se traduit concrètement à l'hôpital, par des suppressions de lits, une insuffisance de postes de personnels, des absences non remplacées, une multiplication de CES sous payés.

A Saint-Nazaire, les personnels du Centre

- tenir compte de l'accroissement de population l'été.

Mais, défendre l'hôpital, c'est aussi l'affaire de la population.

C'est pour cela que les communistes de Saint-Nazaire invitent depuis le mois de juin, toutes celles et tout ceux qu'ils rencontrent sur les marchés, aux portes des entreprises, à signer une pétition afin de mieux faire exprimer la

FORMINOX DÉPOSE LE BILAN A VERTOU

Les salariés de l'entreprise Forminox à Vertou ont prouvé depuis des décennies leurs compétences dans et hors le département.

Le P.D.G. de Forminox entend profiter de la situation actuelle qui lui est autorisée par l'application de la loi quinquennale pour récupérer le fruit du travail de tous les salariés.

D'autres solutions sont possibles que les restrictions salariales et les licenciements.

La section du P.C.F. de Saint Sébastien apporte son soutien aux salariés en lutte pour le maintien de leur emploi et prendra ses responsabilités pour que le patronat et les dirigeants politiques de cette circonscription transforment en acte leurs intentions vis à vis des travailleurs et de l'emploi.

Oui, décidément il faut vraiment une autre utilisation de l'argent chez Forminox comme ailleurs.

La Section du P.C.F. de Saint Sébastien

LE PORT AUTONOME NANTES-ST NAZAIRE DOIT ÊTRE CLASSÉ PORT INTERNATIONAL

Dans notre numéro 607 nous avons présenté les actions et réflexions en cours concernant le port de Nantes/St Nazaire tant au niveau du syndicat CGT du Port Autonome que des élus et responsables du P.C.F.

L'action continue, aujourd'hui nous publions la question écrite que notre camarade Daniel COLLIARD, député Maître du Havre, pose au gouvernement.

QUESTION ECRITE - Le 29 septembre 1994

Monsieur Daniel COLLIARD attire l'attention de Monsieur le Ministre de l'Équipement, des Transports et du Tourisme sur la question du classement du Port Autonome de Nantes/Saint-Nazaire comme port international.

Les choix retenus par le schéma d'aménagement du territoire conduisent à ce que sur la façade atlantique aucun des ports n'est retenu au titre international. Le Port de Nantes/Saint-Nazaire se voit reconnaître une simple mission d'intérêt économique national.

Les inquiétudes sur les conséquences négatives sur le plan économique et social de tels choix sont d'autant plus forte que certaines décisions ten-

dent à mettre en cause le développement de ce port autonome.

Une commission européenne a bloqué le développement de « Donges-Est » et retarde la conclu-

sion d'un accord sur l'octroi de l'oléoduc DONGES-MEULIN-METZ dont le groupe ELF (raffinerie de Donges) semble en faire une condition à son développe-

ment voire à son maintien. Récemment toute activité de réparation navale a cessé à Saint-Nazaire. Enfin, les discussions au niveau de l'OCDE sur la suppression des aides directes à la construction navale menacent l'existence de cette industrie.

Ce sont donc des dizaines de milliers d'emplois qui risquent de disparaître dans le département de la Loire-Atlantique.

Pour assurer avec les meilleurs atouts l'avenir et

le développement économique et social de la région des Pays de la Loire, il est indispensable que Nantes/Saint-Nazaire, premier port français de la façade atlantique soit un port international.

En conséquence, il lui demande que le gouvernement s'engage à respecter l'avis de la population, des salariés du port et des élus qui tous se prononcent pour le classement du Port Autonome de Nantes/Saint-Nazaire comme port international.

TOURISME VERNEY

LE PARTENAIRE DE VOS DÉPLACEMENTS EN GROUPE ET EN INDIVIDUELS

TOUS VOYAGES EN AUTOCARS DE TOURISME ET GRAND TOURISME
CONSULTEZ-NOUS ET DEMANDEZ NOS CATALOGUES

34, rue de la Marseillaise
44028 NANTES Cedex

Tél. 40.43.22.85

2, avenue des Sableaux - Place Basle
44250 SAINT BREVIN LES PINS

Tél. 40.39.02.30

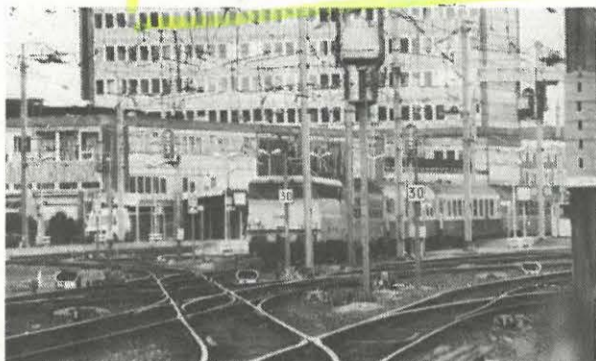
303 bis, avenue de Lattre-de-Tassigny
44500 LA BAULE

Tél. 40.60.87.00

Cheminots

Des millions pour l'intégration...

- 50 000 cheminots dégagés en service,
- Location de centaines de Palais des Congrès, salles de cinéma ou autres,
- Un show médiatique animé par Jean-Luc SEGUILLON, retransmis par satellite dans toute la France,
- Des centaines de cassettes vidéo dans tous les établissements,
- Une plaquette de 20 pages adressée à 196 000 cheminots.



Le 6 octobre 1994, M. BERGOUGNOUX, président de la SNCF, présentait sa stratégie politique pour l'avenir de l'entreprise.

Alors que le climat social, dans l'entreprise, ne cesse de se détériorer, et que les luttes se multiplient (197 ces deux derniers mois sur l'ensemble de la SNCF), il s'agissait pour lui de convaincre, de rassurer, et d'intégrer la plus grande majorité des

cheminots sur ses choix.

Depuis déjà huit ans, les initiatives pour dénoncer et exiger la renégociation des deux contrats de plan se sont multipliées (73 000 cheminots en moins, 170 milliards d'endettement).

Le président, jeudi dernier, dans son show médiatique, a confirmé le constat d'échec et réaffirmé qu'il y avait bien nécessité de faire autrement. Il a donc demandé

aux cheminots des efforts et des sacrifices supplémentaires en les appelant « à comprendre ses orientations stratégiques et à adhérer aux conséquences qu'il convient d'en tirer, à la fois dans le style de management, et dans leur implication personnelle pour participer à cette réussite ».

Ainsi, c'est l'annonce pour 1995 de 6 000 nouvelles suppressions de postes.

Il s'est également voulu rassurant en prétendant défendre l'unicité de l'entreprise alors que se mettent en place des mesures permettant la mise en concurrence de la SNCF avec d'autres exploitants ferroviaires privés, comme le préconise le rapporteur de la Commission d'Enquête

Parlementaire Dominique BUSSEREAU.

« Il s'agit, en fait, d'organiser, grâce à la séparation de la gestion de l'infrastructure et de l'exploitation, l'accès aux réseaux ferroviaires pour des nouveaux opérateurs non propriétaires des réseaux... »

Le président s'est aussi déclaré attaché au Service Public, et pourtant, au quotidien, tout démontre sa remise en cause.

- Abandon du tarif kilométrique, permettant ainsi que deux usagers qui voyagent dans le même train, l'un près de l'autre, même provenance, même destination, puissent payer une différence de 50 % sur le prix du billet.

- Fermeture de nombreuses gares et de la présence commerciale aux

guichets, mettant les usagers dans l'incapacité de se renseigner (si ce n'est auprès d'une machine !).

- Suppression de correspondances, d'arrêts dans certaines gares, fermetures de lignes, mettant en cause le droit au transport pour tous à égalité de traitement.

- Remise en cause du statut des cheminots, seul véritable garant de la qualité de service, des conditions de sécurité optimale, d'une véritable qualification des agents, en réponse aux besoins de la population.

En revanche, durant une heure et demie, le président BERGOUGNOUX a totalement « omis » d'aborder la question des salaires des cheminots, actifs et retraités.

Il n'a pas non plus jugé utile de parler des véritables causes de l'endettement et des taux d'intérêts aux banques.

Il n'a pas non plus parlé

des libertés individuelles et collectives, et des quelque 1500 sanctions depuis son arrivée il y a six mois à la direction de la SNCF, allant du simple blâme à des menaces de révocations en réponse aux revendications des cheminots qui luttent pour défendre leur outil de travail.

Pas un mot non plus sur les conditions de vie et de travail des cheminots.

On le voit, si le président s'est voulu rassurant, il n'a pas forcément convaincu, en tout cas, il aura confirmé l'urgence d'une véritable mobilisation !

Les cheminots ne s'y trompent pas, ils ont déjà donné.

Les usagers ne seront pas dupes non plus, ils ont déjà beaucoup payé.

Ensemble, ils ont une convergence d'intérêt.

Ensemble, ils devront exprimer l'exigence d'un véritable changement de cap.

Christian BERNARD

RENAULT 19

A PARTIR DE

61000* F

* C'est à dire:

73000F
-5000F

d'aide de l'état
si votre voiture
a plus de 10 ans.

-7000F
de reprise accordée par
votre concessionnaire.



Offre réservée aux particuliers pour l'achat d'une Renault 19 neuve - millésime 95 - non cumulable avec toute autre offre.

RENAULT ST-NAZAIRE

CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE
VOIE EXPRESS PORNICHET - TEL. 40 70 35 07



RENAULT

NÉCROLOGIE

Saint-Nazaire

Mohamed, notre camarade,

Mohamed SAADI nous a quitté à l'âge de 76 ans.

Algérien Kabyle, il est arrivé en France en 1942 comme nombre d'émigrés.

Il est d'abord employé dans la région nazairienne par l'exploiteur nazi Toddt. En 1945, il rentre aux usines Renault de BOULOGNE BILLAN-COURT. C'est là qu'il adhère au Parti communiste et milite activement comme CDH.

En 1952, il fait partie d'une fournée de licenciés et a beaucoup de peine à retrouver du travail.

Pendant la guerre d'Algérie, il choisit tout naturellement son camp, celui, alors émancipateur, du FLN.

A sa retraite, il revient à Saint-Nazaire. Lecteur assidu de l'Humanité et de

l'Humanité Dimanche, il ne manque aucune fête de l'Huma, sauf hélas, la dernière, en raison de sa maladie.

De ses séjours en Algérie, il rentrait désespéré de voir son pays la proie de l'intégrisme fascisant du FIS et du GIA.

Modeste et bon, Saadi était apprécié de tous.

Il restera pour nous un exemple d'une fidélité indéfectible à l'idéal communiste révolutionnaire et internationaliste.

Il repose aujourd'hui en Algérie, dans sa belle djellaba blanche.

Son épouse, notre camarade Suzanne, sa compagne des bons et mauvais jours depuis 1943, a toute l'affection des communistes Nazairiens.

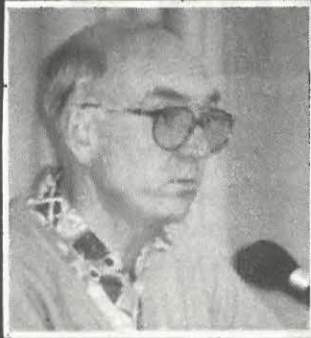
Pour la cellule
de Plaisance Avalix
Michel et Régis

1895
1995

Saint-Nazaire

Daniel LEMASSON
Secrétaire Général
Union Locale C.G.T. Saint-Nazaire

« Ce livre nous aide à garder en mémoire l'histoire du mouvement ouvrier. Le passé est riche d'expériences et c'est un formidable encouragement pour développer nos luttes ».



Georges SEGUY
Président de l'Institut C.G.T. d'Histoire Sociale

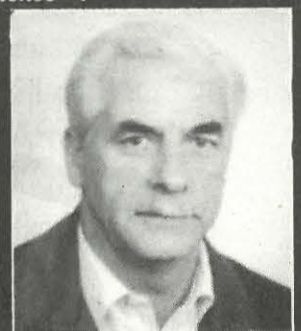


« se réjouit d'une telle publication historique en images et souhaite que nombreuses soient les villes ou les régions à confectionner un tel album afin d'éviter l'oubli et mieux construire l'avenir avec la C.G.T. »

Serge DOUSSIN
Secrétaire Général
Union Départementale C.G.T. Loire-Atlantique



« Jo, Ce « repère en images pour mieux lutter » nous enseigne que la ténacité, la détermination et la confiance dans les luttes syndicales sont nécessaires pour gagner. Ton ouvrage me fait penser à cette citation de SENEQUE « quand un homme ne sait pas où il va le vent ne lui sera jamais favorable »



Guy TEXIER
Secrétaire Général
Union Régionale C.G.T. Pays de Loire

Des photos qui évoquent pour moi des souvenirs de luttes, l'émotion de revoir des visages et de revivre des moments de joie intense ».

"Repères en images pour mieux lutter"

Le troisième livre de Jo. PATRON sur le Mouvement Ouvrier, plus particulièrement dans la région nazairienne.



Cet album de 250 photos, édité à l'occasion du Centenaire de la C.G.T., fait revivre les grandes luttes qui ont jalonné ce siècle de « notre histoire » et nous rappelle les grandes conquêtes dont nous sommes héritiers : conventions collectives, semaine de 40 puis 39 heures, congés payés (2, 3, 4, 5 semaines), protection sociale, libertés syndicales, comités d'entreprise, etc... etc...

Cet album, rappel précieux pour les Anciens qui peuvent se reconnaître, doit devenir pour les plus jeunes générations « l'école de la vie » afin d'empêcher la remise en cause des acquis et afin d'obtenir d'autres avantages jusqu'à l'émancipation totale de la classe ouvrière... car TOUT passer PAR LA LUTTE, hier, aujourd'hui, demain.

SOUSCRIPTION PERMANENTE comptes arrêtés au 20 septembre 1994

Membres du Comité Fédéral : Joëlle DAVID 200 F, Hubert FAIVRE-PIERRET 800 F, Didier LEON 200 F, Erwan MAHE 200 F, J.Y. MARTIN 200 F, Patricia MORINIERE 200 F, Joëlle PATRON 100 F, Michèle PICAUD 400 F, J.-L. PLU-MELET 150 F, Michel RICA 300 F, Pierre RIOU 200 F, Paul ROBERT 500 F, Yann VINCE 400 F, Marcel GUILLE 500 F.
Elus communistes : Batz-sur-Mer : Pierre LE BERCHE 1 000 F. Nantes : Gaston AUFFRET 200 F. Saint-Herblain : Gilbert SIMONIN 100 F.
Vétérans : Jean BORE 20 F, Lucie CORPEL 200 F.

SECTION DE NANTES
Dons des cellules : ROSSI 500 F, CASANOVA 1 000 F.
Membres du Comité de Section : Jacqueline GOUIL-LARD 100 F, Michel HERAULT 50 F, Jean-Jacques MOREAU 900 F, Hugues RAYMOND 400 F.
Versements sur listes : anonyme 400 F, anonyme 500 F, Marcel LANDRE 82 F, J. et M. BARBERET 40 F, Anne COUPRIE 100 F, Jeanine TROUILLARD 100 F, M. SERRESSEQUE 100 F, M. SALAUN 20 F, M. LUCAS 20 F, M. BOULEAU

20 F, M. GAUBERT 10 F, M. BALLANGER 180 F, Robert BERNIER 50 F. Cellule Grimaud : Gilbert DALAINE 100 F. Cellule J. Curie : Stéphane FOUERE 40 F. Cellule Turpin Breil : Nathalie PRUD'HOMME 100 F. Cellule Casanova : Jean COTTENY 50 F, Mme FRUSTOC 27 F, J.M. OLLIVA 50 F.
Versements pour les européennes : G. HELIAS 200 F, G. JADE 300 F, Jean BILLAUDEAU 100 F.

SECTION DE SAINT-NAZAIRE
Don de la cellule Ile d'Aix : 300 F.
Membre du Comité de section : Régis ANTOINE 350 F.
Versements sur listes : anonyme 3 000 F pour les européennes : Gaston LECOQ 200 F.

SECTION DE LA BRIERE
Dons des cellules : La Chapelle-des-Marais 500 F, les 3 cellules de Trignac : feux de la Saint-Jean et 14 juillet 5 000 F.
pour les Européennes : initiative financière de Saint-Malo-de-Guersac : 3 000 F.
Versements sur listes : Chapelle des Marais : 200 F. Montoir : M. et Mme DAVID Daniel 200 F.

SECTION DE LA BASSE-LOIRE
Couéron : M. et Mme Pierre MATELIER 150 F.

SECTION REZE/SUD LOIRE
Don de la cellule Boissard de Reze : 500 F.
Membre du Comité de Section : Patrick CHEBANIER 100 F.
Versements sur listes : Reze : Michel HURTEL 200 F. Cellule Fortin-Bolssard : M. PORTANGUEN 100 F, M. PAUVERT 100 F, Jeanne LEPRETRE 100 F, Anne GUERIN 100 F, R. GUEREL 100 F. La Limouzinière : C. AUDUREAU 300 F. Pour les européennes : C. AUDUREAU 300 F.

SECTION DE SAINT-SEBASTIEN
Dons des cellules : DALLI-DET 500 F, CURIE 150 F, M. PAUL 300 F, CHASSE 500 F, DELOUCHE 300 F.
Membres du Comité de Section : Roger CHEVALIER 200 F, Nadine LAURENT 100 F, Jacques ROUSSEAU 170 F, Eric SELLINI 200 F.
Versements sur listes : SAINT-SEBASTIEN : anonyme 200 F, M. GOUNOT 100 F, M. PLENOIS 50 F. CELLULE M. PAUL : Mado BARRE 100 F. Cellule NOBLET : Guy RICHARD

60 F, André LE JONCOURT 100 F.

SECTION SAINT-HERBLAIN GESVRES ET CENS
Don de la cellule de La Chapelle-sur-Erdre pour les Européennes : 400 F.
Versements sur listes : J.P. MAZAN 200 F. Pour les Européennes : Marguerite BREGER 150 F, Jean MATHELIN 200 F.

SECTION DE LA PRESQU'ILE GUERANDAISE
Don de la cellule du Poulliguen : 200 F.
Membre du Comité de Section : Yvonne NOBLET 400 F.
Pour les Européennes : René REIMINGER 200 F.

SECTION DU VAL DE LOIRE
Dons des cellules : LE CELLIER 1 000 F, VARADES 297,50 F.

SECTION DU PAYS DE RETZ
Membre du comité de section : Marc BAZUREAU 100 F.

SECTION DES 3 RIVIERES
Dons des cellules : Section 4 000 F. FEGREAC 591,20 F.

Un livre à lire et à faire lire autour de nous
Disponible à l'Union Locale C.G.T. 44600
Saint-Nazaire, Tél. 40.22.23.21,
au prix de 100,00 F (Envoi postal, + 20,00 F)

Le 22 Octobre 1941 à Châteaubriant

27 Patriotes tombaient sous les balles des nazis.
20 étaient fusillés à Nantes, Châteaubriant et Paris.

Commémoration

du Souvenir Le Dimanche 23 Octobre à Châteaubriant

avec la participation de
Jean-Claude MAGNON,
Membre du Bureau
et du Secrétariat National du P.C.F.

du 26 Oct. au 5 Nov.

L'ANNIVERSAIRE

force



E. LECLERC



E. LECLERC



« **LA FORCE 6** »

ATLANTIS ST-HERBLAIN - Rte de LA ROCHELLE REZE "ZONE OCEANE"

BASSE GOULAIN "POLE SUD" - ORVAULT "GRAND VAL"

Rte de PORNIC REZE "ATOUT SUD" - ATLANTIS ST-HERBLAIN - PARIDIS ROUTE DE PARIS